

Malgré Barcelone, la Catalogne rêve toujours d'indépendance

ESPAGNE Le chef du gouvernement catalan maintient la feuille de route

- Madrid et Barcelone affichent leur entente après les attentats.
- Mais la coopération entre polices patine.
- Et l'indépendance tente toujours les Catalans.

MADRID
CORRESPONDANCE

Le 19 août dernier, deux jours seulement après les attentats de Barcelone et de Cambrils, le président de la Generalitat (le gouvernement régional catalan), Carles Puigdemont, niait dans des déclarations à la station de radio espagnole *Onda Cero* que cette tragédie puisse modifier la « feuille de route » du référendum sur l'indépendance de la Catalogne dont la tenue est prévue pour le 1^{er} octobre prochain.

Or cette décision unilatérale des autorités catalanes, annoncée début juin, a provoqué une crise politique entre Madrid et Barcelone. Pourtant, M. Puigdemont a voulu mettre en relief le climat d'unité et de collaboration qui existe entre les Mossos d'Esquadra (la police régionale catalane), la Garde civile et la Police nationale (qui dépendent toutes deux du gouvernement central).

Carles Puigdemont et le chef du gouvernement espagnol, Ma-

riano Rajoy, avaient demandé ce climat d'unité et de coopération juste après les attentats. Puigdemont a d'ailleurs toujours insisté sur le bon fonctionnement de la coopération entre les différentes forces de sécurité de l'Etat.

Des rouges qui grincent

Mais il semblerait que cette collaboration entre les forces de l'ordre « nationales » et catalanes est loin d'être parfaite. Mercredi, le porte-parole de l'Association unifiée des Gardes civils reconnaissait que la Garde civile s'est sentie déplacée dès le début de l'enquête sur les attentats. Les Mossos ont tout de suite rejeté la collaboration de la Garde civile, a-t-il affirmé.

Pour sa part, la Confédération espagnole de la police a reconnu que les différents corps de police ont collaboré après les attentats mais que cette collaboration est « perfectible » car la Garde civile et la Police nationale ont beaucoup plus d'expérience dans le domaine du terrorisme djihadiste que les Mossos. Dès le 17 août, l'Exécutif catalan accusait le ministre de l'Intérieur espagnol d'avoir refusé de renforcer la police catalane et de l'intégrer dans le centre de renseignement

contre le terrorisme et le crime organisé ainsi que dans Europol. Inversement, le ministère espagnol pointait les défaillances de la police catalane.

Reste que, dans l'attente d'un

prochain sondage qui montre l'évolution de l'opinion publique catalane à l'égard de l'indépendance après les attentats, le gouvernement catalan, à la tête de la coalition « Junts pel Si » (Ensemble pour le Oui, qui regroupe la plupart des partis et mouvements de droite et de centre-gauche indépendantistes) ne dispose pas de la majorité au Parlement régional, puisqu'il ne compte que 62 sièges sur un total de 135. Le parti indépendantiste catalan CUP (gauche radicale), qui détient 10 sièges au Parlement, avait finalement soutenu l'investiture de Puigdemont en janvier 2016. Mais la majorité dont dispose le gouvernement catalan s'est avérée très fragile : en effet, la CUP ne soutient le gouvernement que sur une indépendance à court terme.

Une population divisée

Or les Catalans restent divisés à ce sujet : 44,3 % pour et 48,5 % contre, selon le dernier sondage d'un institut gouvernemental paru en juin dernier. Mais ils souhaitent majoritairement (à 73,6 %) pouvoir se prononcer par référendum. Cette consultation est également défendue par le nouveau parti de gauche Catalunya en Comu de la maire de Barcelone Ada Colau, par des syndicats, des chefs d'entreprise et le club de football FC Barcelone.

La victoire des indépen-

distes lors du référendum du 1^{er} octobre prochain est donc loin d'être assurée. Son résultat est imprévisible et incertain. Une victoire du « oui » provoquerait en tout cas un grave contentieux avec le gouvernement central, mais aussi avec l'Union européenne. Reste à voir quel impact auront in fine les attentats. ■

JOËL MAYER

PAYS-BAS

Une salle de concert évacuée pour menace terroriste

La police néerlandaise a trouvé mercredi soir à Rotterdam une camionnette immatriculée en Espagne et contenant des bouteilles de gaz et en a arrêté le conducteur, un Espagnol, après qu'un concert de rock a été annulé dans la ville portuaire « en lien avec une menace terroriste ». L'enquête doit déterminer si la camionnette a un lien avec cette « menace », a déclaré le maire de Rotterdam Ahmed Aboutaleb, mettant en garde contre les conclusions hâtives. Les autorités néerlandaises ont décidé d'annuler le concert du groupe de rock californien Allah-Las après que la police a reçu de son homologue espagnole un avertissement concernant une menace terroriste. (afp)